



REGLEMENT RELATIF AUX « DEPOTS D'EPARGNE REGLEMENTES »

La **BANCA MONTE PASCHI BELGIO SA**, ci-après dénommée « **la Banque** » émet, en Euro uniquement, des « dépôts d'épargne » - nominatifs - qui présentent les caractéristiques suivantes :

Généralités

Art. 1 – Les opérations passées sur les « dépôts d'épargne » sont comptabilisées sur des extraits de compte qui sont expédiés au destinataire par envoi postal à l'adresse prévue (sous le respect de toutes les dispositions régissant l'envoi du courrier notamment en matière de frais et de rétention éventuelle) ou mis à disposition via PaschiWeb.

Art. 2 – Pour l'ouverture d'un « dépôt d'épargne », un versement initial minimum de **EUR 250,-** est requis.

Versements

Art. 3 – Outre des versements en espèces aux guichets de la Banque, les déposants peuvent effectuer des versements en « dépôts d'épargne » par l'entremise des organismes financiers chez lesquels ils entretiennent des comptes. Le dépôt d'épargne peut également être crédité de virements ordonnés par toute personne physique ou morale.

Prélèvements

Art. 4 – La Banque se réserve le droit de subordonner les prélèvements en « dépôts d'épargne » à un préavis de cinq jours calendrier s'ils excèdent EUR 1.250,- et de les limiter au plafond de EUR 2.500,- par demi-mois calendrier.

Art. 5 – Aucun prélèvement ne peut être inférieur à la somme de EUR 25,-.

Art. 6 – Les prélèvements effectués sur les « dépôts d'épargne » ne peuvent s'effectuer que pour le règlement des opérations suivantes :

- prélèvement en espèces par le titulaire ou son mandataire auprès des guichets du siège de la Banque émetteur du dépôt ou auprès de chaque agence de la Banque ;
- transfert ou virement à un compte ouvert au nom du titulaire du dépôt d'épargne ou transfert en faveur de tout dépôt d'épargne ouvert soit au nom du titulaire à ce dépôt, soit de son conjoint ou d'un de ses parents au second degré au plus ; il ne peut être tenu compte à ce propos d'un ordre de virement permanent ;
- règlement de sommes dues en principal, intérêts et accessoires, par le titulaire du dépôt d'épargne, en vertu d'emprunts ou de crédits consentis par la Banque ou par un organisme représenté par la Banque ;
- règlement à la Banque de primes d'assurance et de frais relatifs au dépôt d'épargne, du prix d'achat ou de souscription de titres, du loyer de coffres-forts et de droits de garde relatifs à des dépôts à découvert.

Art. 7 – Lorsqu'il s'agit de prélèvement en espèces, la Banque se fait remettre une quittance signée par le titulaire du dépôt d'épargne ou son mandataire.

Revenus

Art. 8 – Les sommes inscrites sur les « dépôts d'épargne » sont productives d'un intérêt de base dont le taux respecte les dispositions légales publiées au Moniteur belge. Cet intérêt prend cours à partir du jour calendrier de la date du versement. Les sommes retirées cessent de produire intérêt à dater du jour calendrier du retrait. Le calcul de l'intérêt de base est effectué comme suit : « pour chaque jour concerné par la période de calcul, le solde journalier du dépôt d'épargne est multiplié par le taux en vigueur à la date du solde et divisé par le nombre total de jours de l'année concernée (365 jours ou 366 jours pour les années bissextiles) ». La période de calcul commence à partir du dernier jour ouvrable de l'exercice précédent et se termine la veille du dernier jour ouvrable de l'année en cours.

Le montant de l'intérêt de base est calculé suivant un taux exprimé sur une base annuelle et variable suivant les conditions générales du marché. En conséquence la Banque pourrait modifier ces taux en tout temps moyennant avis affiché en ses locaux et avis joints aux extraits de compte.

Les versements et les retraits effectués le même jour calendrier sont compensés pour le calcul de l'intérêt.

Le taux de l'intérêt de base alloué aux dépôts d'épargne ne peut excéder le plus haut des deux taux suivants (taux maximum de l'intérêt de base) :

- le taux des opérations principales de refinancement de la Banque centrale européenne applicable le dix du mois qui précède le semestre calendrier en cours ;
- le taux spécifié dans l'AR/CIR 92 Art. 2, 4^o, c), alinea 1^{er}.

Un seul et unique taux d'intérêt de base est applicable par dépôt d'épargne à un moment déterminé.

Un taux débiteur ne peut être demandé au titulaire d'un dépôt d'épargne.

Art. 9 – Outre les intérêts de base, les sommes inscrites en « dépôts d'épargne » peuvent être productives d'une prime de fidélité allouée soit sur les montants restés inscrits sur le même compte durant 12 mois consécutifs, soit par année civile sur

les montants restés inscrits sur le même compte durant au moins onze mois consécutifs de cette même année civile.

Le taux de la prime de fidélité offert ne peut :

- dépasser 50 % du taux maximum de l'intérêt de base. Si ce pourcentage n'égale pas un multiple d'un dixième de pourcent, le taux maximal de la prime de fidélité est arrondi au dixième de pourcent inférieur.
- être inférieur à 25 % du taux de l'intérêt de base offert. Si ce pourcentage n'égale pas un multiple d'un dixième de pourcent, le taux minimum de la prime de fidélité est arrondi au dixième de pourcent inférieur.

La prime de fidélité qui est alloué à un moment déterminé est la même pour les nouveaux versements et pour les dépôts pour lesquels une nouvelle période de fidélité commence à courir. La prime de fidélité applicable au moment du versement ou au début d'une nouvelle période de fidélité reste applicable pendant l'intégralité de la période de fidélité.

Art. 10 – La prime de fidélité est calculée sur base de soldes journaliers. Compte tenu que ces soldes sont déterminés sur base de la date « valeur » appliquée à chaque mouvement, chaque retrait et chaque versement sont pris en considération le jour de l'opération.

Le principe pour octroyer et pour calculer la prime de fidélité est basé sur des mois fixe de 30 jours. Une année complète est composée pour le calcul des primes de 360 jours. Uniquement pour les primes, un versement date valeur 31 sera considéré comme étant fait en date valeur 30 étant donné que la date valeur 31 n'existe pas dans la méthodologie de calcul.

La prime de fidélité est calculée selon un taux exprimé sur une base annuelle. Selon l'évolution des conditions du marché, la Banque pourrait modifier ces taux en tout temps moyennant avis affiché en ses locaux et avis joints aux extraits de compte.

Art. 11 – L'imputation des retraits sur les versements antérieurs s'effectue selon le principe suivant : chaque retrait influencera en priorité pour le calcul des primes les derniers montants versés en partant du plus récent et en allant vers les plus anciens.

Art. 12 – Les revenus acquis (intérêts de base et le cas échéant, prime de fidélité) sont calculés sur une base annuelle et imputés le dernier jour ouvrable de l'année en cours avec la date valeur du 31 décembre de l'année en cours. En cas de clôture du dépôt d'épargne, les revenus acquis sont liquidés à l'occasion du retrait. Bien entendu, ces revenus sont bonifiés sous déduction du précompte mobilier dans le cas où celui-ci doit être retenu.

Divers

Art. 13 – Les titulaires de « dépôts d'épargne » s'engagent à renseigner à la Banque tout changement d'adresse, toute modification d'état civil ou toute modification de leur capacité juridique, notamment en cas d'émancipation, divorce, séparation de corps et biens, décès de l'époux ou de l'épouse et en cas de remariage. Ils assument la responsabilité des conséquences que peut entraîner le non-accomplissement de cette formalité.

Art. 14 – En cas de décès d'un titulaire de « dépôts d'épargne », la Banque se réserve le droit d'exiger la remise de pièces officielles établissant la dévolution de la succession et le commun accord des ayants droit pour le retrait des sommes appartenant au *de cujus*. En ce qui concerne les documents produits, la Banque n'assume aucune responsabilité quant à leur authenticité, validité ou interprétation.

Art. 15 – Pour l'accomplissement de leurs obligations vis-à-vis de la Banque, les titulaires de « dépôts d'épargne » font élection de domicile chez celle-ci et se soumettent aux lois belges en la matière et à la juridiction des tribunaux de Bruxelles.

Art. 16 – Toutes réclamations ou observations concernant une opération traitée par la Banque doivent être notifiées par écrit à l'Auditeur Interne dans un délai raisonnable compte tenu de la nature de l'opération en cause, mais qui ne pourra toutefois, en aucun cas, dépasser les 30 jours calendrier de la date de l'opération dont il s'agit. Passé ce délai, toute opération non contestée est réputée correcte et exacte, et approuvée par le client.

Art. 17 – En cas de clôture, le solde créditeur obtenu (après décompte d'intérêt et imputation de frais) est soit transféré en faveur d'un autre compte par virement, soit mis à disposition à la caisse endéans les trois jours ouvrables suivant la clôture effective.

Art. 18 – Pour tous les cas non prévus dans ce « Règlement », les dispositions légales et conventions, dont le « Règlement général des Opérations » de la Banque qui régit la matière, sont valables.

Art. 19 – La Banque se réserve le droit de modifier le présent règlement à n'importe quel moment.

Adhésion au système de Protection des dépôts

Art. 20 – Le système de protection des dépôts est régi par l'article 110 de la loi de 22 mars 1993. Dans le cadre du système de protection des dépôts, les déposants auprès d'une banque installée en Belgique ou dans un autre état de l'Union européenne, de fonds libellés en monnaie d'un état de l'Union européenne ou en euros, ont droit, en cas de faillite, de demande de concordat judiciaire ou lors de la constatation de la cessation des remboursements, à une indemnisation qui s'élève au maximum à la contre-valeur de € 100.000,-.

Cette couverture, à concurrence du montant maximum précité, s'applique aux dépôts, libellés en euros ou dans la monnaie d'un état de l'Union européenne, sur compte, par exemple sur un compte à vue ou un dépôt d'épargne ainsi qu'aux bons de caisse, obligations et autres preuves de créances bancaires pour autant qu'ils soient nominatifs ou portés en compte ou mis en dépôt à découvert au moins un mois avant la déficience de la banque ou, lorsque le titulaire les a rendus nominatifs, mis sur compte ou en dépôt à découvert dans le courant du mois de la déficience, à condition qu'il démontre avoir agi de bonne foi.

Pour calculer le montant de l'indemnisation, tous les avoirs d'un même titulaire sont additionnés. Ses obligations ou dettes envers la banque sont portées en déduction.

Dépôt d'épargne « Paschi Tomorrow »

Caractéristique du dépôt d'épargne « Paschi Tomorrow »

Le dépôt d'épargne réglementé « **Paschi Tomorrow** » est un compte d'épargne destiné aux jeunes (personne physique) âgés de 0 à 21 ans inclus émis par la **BANCA MONTE PASCHI BELGIO S.A.**

Le montant qui peut être versé mensuellement sur le dépôt d'épargne Paschi Tomorrow est fixé à maximum € 500,-. Tout versement sur un compte dépôt Paschi Tomorrow présentant un solde supérieur ou égal à € 10.000,- sera d'office rejeté et transféré en faveur du donneur d'ordre. Les intérêts sont versés annuellement sur le dépôt d'épargne Paschi Tomorrow.

Protection des biens des mineurs

La loi du 29 avril 2001, complétée par la loi du 13 février 2003, a modifié diverses dispositions légales en matière de tutelle des mineurs, principalement celles relatives à l'autorité parentale ainsi qu'à la tutelle et à son organisation.

Ces modifications ont une grande importance pour la Banque en ce qu'elles concernent notamment les pouvoirs de gestion des comptes et avoirs bancaires appartenant à des mineurs par les tuteurs mais aussi et surtout par les parents.

I. Mineur sous autorité parentale (de parents mariés ou divorcés) :

L'article 376 du Code civil stipule que, « lorsque les père et mère exercent conjointement l'autorité sur la personne de l'enfant, ils administrent ensemble ses biens et le représentent ensemble ». Cependant « à l'égard des tiers de bonne foi, chacun des père et mère est réputé agir avec l'accord de l'autre quand il accomplit seul un acte d'administration des biens de l'enfant ».

Le droit d'administrer, qui comprend le droit de gérer les biens de l'enfant et de représenter celui-ci, suit le régime de l'autorité parentale quant à la personne de l'enfant. Si l'autorité sur la personne de l'enfant est exercée conjointement (par exemple en cas de divorce avec consentement mutuel avec acceptation par les parents que l'autorité parentale soit conjointe), l'administration sera également conjointe. Les père et mère peuvent néanmoins agir seuls à l'égard des tiers sous le couvert d'une présomption d'accord entre eux.

Dans le cas où l'exercice de l'autorité parentale n'est pas conjoint, celui qui exerce l'autorité sur la personne a seul le droit d'administrer les biens de l'enfant et de représenter celui-ci.

En conclusion, seule la signature d'un des parents et/ou de la (des) personne(s) habilité(e)s légalement à administrer les biens et à représenter le mineur du compte est suffisante.

En cas d'opposition d'intérêt entre les père et mère, ou lorsque l'un deux fait défaut, le juge de paix peut autoriser l'un des parents à accomplir seul l'acte pour lequel l'autorisation est demandée.

II. Mineur sous tutelle :

Lors de l'ouverture de la tutelle, le juge de paix doit, par une ordonnance motivée, prendre une série de mesures pour la protection des biens et des moyens financiers du mineur. Il fixe notamment toujours par ordonnance motivée l'établissement où sont ouverts les comptes sur lesquels sont versés les fonds ou déposés les titres et les valeurs mobilières du mineur ainsi que les conditions auxquelles sont subordonnés les retraits de fonds, titres ou valeurs mobilières ainsi versés ou déposés.

Le juge de paix peut confier à l'établissement une mission de gestion des fonds, titres et valeurs mobilières appartenant au mineur et déposés auprès de celle-ci. Le juge de paix détermine mes conditions de cette gestion.

En ce qui concerne la responsabilité du tuteur, la loi prévoit qu'il gère les biens du mineur en bon père de famille et répond des dommages qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion.

Le tuteur doit obtenir obligatoirement l'autorisation du juge de paix pour accomplir un des actes repris dans la liste ci-après :

1. aliéner les biens du mineur ;
2. emprunter ;
3. hypothéquer ou donner en gage les biens du mineur ;

4. consentir un bail à ferme, un bail commercial ou un bail à loyer de plus de neuf ans ainsi que renouveler un bail commercial ;
5. renoncer à une succession ou à un legs universel ou à titre universel ou l'accepter, ce qui ne pourra se faire que sous bénéfice d'inventaire ;
6. accepter une donation ou un legs à titre particulier ;
7. représenter le mineur en justice ;
8. conclure un pacte d'indivision ;
9. acheter un bien immeuble ;
10. transiger ou conclure une convention d'arbitrage ;
11. continuer un commerce recueilli dans une succession légale ou testamentaire ;
12. aliéner des souvenirs ou autres objets à caractère personnel même de peu de valeur ;

L'énumération est limitative en ce sens que les actes non repris dans la liste ne requièrent pas d'autorisation et peuvent donc être accomplis par le tuteur agissant seul.

En ce qui concerne le mineur sous tutelle, la communication de l'ordonnance du juge de paix portant désignation du tuteur et déterminant ses compétences sera toujours exigée par la Banque. Ce document sera conservé par la Banque.

III. En pratique :

Sous réserve d'avis contraire écrit explicite du Client, la Banque part du principe que les deux parents exercent le droit de gestion des biens de leurs enfants mineurs. Pour la Banque, les actes d'un parent impliquent automatiquement le consentement de l'autre parent.

Si le droit de gestion des biens du mineur a été attribué exclusivement à un seul parent par décision de justice, les parents ont le devoir d'en avertir la Banque sans tarder et par écrit, en y joignant une copie du jugement qui attribue exclusivement l'autorité sur la personne du mineur à un parent. Tant que la Banque n'en a pas été avertie, la décision judiciaire n'est pas opposable à la Banque et la Banque part d'un principe qu'un parent était d'accord avec les actes de l'autre.

Dépôt d'épargne « BMPBtop.be »

Caractéristique du dépôt d'épargne « BMPBtop.be »

Le « **BMPBtop.be** » est un dépôt d'épargne réglementé destiné à la récolte de nouveaux fonds en provenance d'institutions financières. Les versements et les retraits ne peuvent s'effectuer que par virement national ou européen.

La notion de « nouveaux fonds » est calculée en fin de journée du versement en comparant le solde à la date du versement de tous les encours créditeurs du titulaire par rapport à la moyenne de ces encours créditeurs des 3 (trois) derniers mois qui ont été arrêtés le dernier jour ouvrable de chaque mois. S'il n'y a des encours que lors des deux derniers mois, la moyenne se fera sur ces deux mois. De même, s'il n'y a qu'un encours sur un mois, la comparaison se fera uniquement que sur ce mois.

Les encours créditeurs pris en considération sont les comptes à vue (Paschi Easy, Paschi Gold, Paschi Flex, Paschi Vip, comptes à vue ordinaires, etc.), les dépôts d'épargne (Paschi Tomorrow, dépôts d'épargne classiques, etc.), les bons de caisse, les dépôts à terme (Paschi Rent, dépôts à terme classiques, etc.) et les dossiers Titres.

Par exemple : Un versement de € 15.000,- est réalisé sur le BMPBtop.be en date du 04/06/20XX. Le total des avoirs créditeurs calculé au jour du versement est égal à € 173.000,- (le montant qui est versé pour le BMPBtop.be est incorporé dans le total des € 173.000,-). Ce montant sera comparé à la moyenne des soldes créditeurs des 3 dernières fins de mois à savoir :

- le solde des encours créditeurs au 31/05/20XX = € 125.000,- ;
- le solde des encours créditeurs au 30/04/20XX = € 195.000,- ;
- le solde des encours créditeurs au 31/03/20XX = € 0,00 (sur les trois mois, il n'y a que deux mois d'encours, par conséquent la moyenne se fera sur deux mois).

Le calcul pour établir le montant autorisé s'établit comme suit : € 173.000 – [(€ 125.000 + € 195.000) / 2] = € 173.000 – € 160.000 = € 13.000,-.

Le montant du versement soit € 15.000,- sera versé au crédit du BMPBtop.be puis un débit de € 2.000,- sera opéré étant donné que le calcul pour déterminer le montant qui doit être considéré comme nouvel apport autorisé pour le BMPBtop.be est donc fixé à € 13.000,-.

Le solde minimum sur le dépôt d'épargne « BMPBtop.be » est fixé à € 10.000,-. En cas de non-respect du seuil minimal (par exemple, le 1^{er} versement n'atteint pas € 10.000,-), les versements seront d'office déviés vers le compte à vue du (des) même(s) titulaire(s).

Le solde maximum sur le dépôt d'épargne « BMPBtop.be » est fixé à € 150.000,-. En cas de non-respect du seuil maximal, les versements seront d'office déviés vers le compte à vue du (des) même(s) titulaire(s).

Tout versement sur un compte dépôt « BMPBtop.be » provoquant le dépassement du plafond de € 150.000,- impliquera un ajustement comme suit :

- le montant transféré sur le dépôt d'épargne « BMPBtop.be » est crédité dans sa totalité sur le dépôt d'épargne « BMPBtop.be » ;
- le montant qui est en dépassement par rapport au plafond de € 150.000,- est débité du dépôt d'épargne « BMPBtop.be » pour être crédité sur le compte à vue du (des) même(s) titulaire(s). La partie qui est transférée sur le compte à vue est rémunérée aux conditions qui sont fixées pour ce compte à vue.

Les intérêts sont versés annuellement sur le dépôt d'épargne BMPBtop.be. Il est important de noter que si le versement des intérêts provoque le dépassement du seuil maximal fixé à € 150.000,-, la partie excédant le montant maximal sera transféré sur le compte à vue du (des) même(s) titulaire(s).

Le dépôt d'épargne « BMPBtop.be » ne peut être ouvert qu'au nom d'une personne physique majeure ayant son domicile légal en Belgique.

La banque se réserve le droit de clôturer d'office la relation si le premier versement activant le compte n'a pas été effectué dans un délai de six mois à dater de la signification au client de l'acceptation du dossier. Ce premier versement devra obligatoirement provenir d'un compte ouvert au nom du client.

Le courrier est uniquement mis à disposition du (des) titulaire(s) du dépôt d'épargne via le site Internet Banking « PaschiWeb » à partir duquel les extraits de compte pourront être imprimés et/ou sauvegardés sur un support électronique.

Droit de renonciation

Dans le cadre de l'ouverture à distance d'un dépôt d'épargne « BMPBtop.be », le client dispose d'un délai de 14 jours calendriers pour renoncer au contrat à distance portant sur ce service financier en envoyant une lettre recommandée à l'adresse suivante : Banca Monte Paschi Belgio S.A., à l'attention du service BMPBtop.be, rue Joseph II 24, à 1000 Bruxelles. Ce droit s'exerce sans pénalités et sans indication de motif. Le délai court à compter où le contrat à distance est conclu (= date de création du dépôt BMPBtop.be).

Le droit de renonciation ne pourra plus être exercé si endéans les 14 jours calendriers une opération aura été exécutée à la demande du client.

Le client restitue à la Banque, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente jours calendriers, toute somme et/ou tout bien qu'il a reçu(s) de la Banque. Ce délai commence à courir à compter du jour où le client envoie la notification de renonciation.

Informations concernant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée

Banca Monte Paschi Belgio S.A. s'engage à tout mettre en œuvre pour respecter la loi belge du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée dans le traitement des données personnelles telle que modifiée par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive européenne du 24 octobre 1995. Cette loi prévoit que le consentement de la personne doit être obtenu avant de pouvoir recueillir des données personnelles la concernant ; que les données personnelles doivent être pertinentes, appropriées et exactes ; et enfin qu'elles doivent être recueillies à des fins spécifiques, explicites et légitimes. En souscrivant à l'ouverture d'un dépôt d'épargne « BMPBtop.be », vous autorisez la Banca Monte Paschi Belgio S.A. à traiter les données personnelles à des buts spécifiques au secteur bancaire tels que la gestion des clients et des comptes, à des fins marketing.

Vous pouvez également vous opposer gratuitement à leur utilisation à des fins de marketing. Pour exercer ces droits, vous pouvez envoyer une lettre à l'adresse ci-dessous en y annexant une photocopie de votre carte d'identité : Banca Monte Paschi Belgio S.A., à l'attention du service BMPBtop.be, rue Joseph II 24, à 1000 Bruxelles.

La personne dont les données personnelles sont recueillies dispose d'un droit d'accès et de rectification des données qui la concernent.

Toute information complémentaire peut être obtenue auprès de la Commission de la Protection de la Vie Privée.



BANCA MONTE PASCHI BELGIO

Naamloze Vennootschap
Moederonderneming opgericht te Siena in 1472

REGLEMENT VAN DE « GEREGLIMENTEERDE SPAARDEPOSITO'S »

Bij de **BANCA MONTE PASCHI BELGIO NV**, hierna als « **de Bank** » aangeduid, kan men « spaardeposito's » openen ; ze zijn op naam, uitsluitend in Euro uitgedrukt en ze vertonen de volgende kenmerken :

Algemene bepalingen

Art. 1 – De rekeninguitreksels die de verrichtingen in verband met een spaardeposito vaststellen, worden door de bank verstuurd naar de opgegeven geadresseerde op het aangeduide adres, mits naleving van alle beschikkingen die gelden voor het verzenden van deze briefwisseling, onder meer inzake kosten en eventuele inhouding.

Art. 2 – Een eerste storting van minstens **EUR 250,-** is vereist om een « spaardeposito » te openen.

Stortingen

Art. 3 – Buiten stortingen in contanten aan de loketten van de Bank, kunnen de deposanten stortingen op « spaardeposito's » uitvoeren via financiële organismen bij wie ze rekeningen hebben. Het spaardeposito kan ook worden gecrediteerd met overschrijvingen waarvoor door elke natuurlijke persoon of rechtspersoon opdracht is gegeven.

Opvragingen

Art. 4 – De bank behoudt zich het recht voor opvragingen op « spaardeposito's » zowel ondergeschikt te maken aan een opzegging van vijf kalenderdagen indien ze EUR 1.250,- overschrijven, als ze te beperken tot ten hoogste EUR 2.500,- per halve maand.

Art. 5 – Opvragingen van minder dan EUR 25,- zijn niet mogelijk.

Art. 6 – De opnames uitgevoerd op de « spaardeposito's » mogen enkel voor de betaling van de volgende verrichtingen :

- opnemingen in contanten door de rekeninghouder of zijn lasthebber aan de loketten van die vestiging van de Bank die het spaardeposito geopend heeft ;
- Overdracht of overschrijving op een rekening geopend op naam van de houder van het spaardeposito of overdracht in het voordeel van elke spaardeposito geopend op ofwel de naam van de houder van het deposito, ofwel de naam van zijn (haar) echtgeno(o)t(e) of een van zijn (haar) verwanten tot in de tweede graad; er kan in dat verband geen rekening worden gehouden met een doorlopende opdracht ;
- vereffening van bedragen in hoofdsom, rente en toebehoren, door de houder van het spaardeposito verschuldigd krachtens leningen of kredieten toegestaan door de Bank zelf, of door een door de Bank vertegenwoordigde instelling ;
- betaling aan de Bank van verzekeringspremies en kosten met betrekking tot het spaardeposito, van de aankoop- of inschrijvingsprijs van effecten, van de safhuur of bewaarlonen van open bewaargevingen.

Art. 7 – In geval van afhaling in contanten ondertekent de houder van het spaardeposito of zijn lasthebber een kwijtschrift.

Opbrengst

Art. 8 – De bedragen die worden gestort op de « spaardeposito's » brengen een basisintrest volgens een tarief in naleving van de wettelijke bepalingen gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad. Die intrest loopt vanaf de kalenderdag van de storting. De opgevraagde bedragen brengen geen intrest meer op vanaf de kalenderdag van de opvraging. De berekening van de basisintrest verloopt als volgt: « voor elke dag van de berekeningsperiode wordt het dagelijks saldo van het spaardeposito vermenigvuldigd met de intrest die geldt op de dag van het saldo en gedeeld door het totale aantal dagen van het betreffende jaar (365 dagen of 366 dagen voor de schrikkeljaren) ». De berekeningsperiode vangt aan vanaf de laatste werkdag van het voorgaande boekjaar en eindigt op de vooravond van de laatste werkdag van het lopende jaar.

Het bedrag van de basisintrest wordt berekend volgens een tarief op jaarbasis en variabel volgens de algemene marktvoorwaarden. Bijgevolg kan de Bank die tarieven te allen tijde wijzigen mits bekendmaking door berichten op te hangen in haar kantoren en berichten te voegen bij de rekeninguitreksels.

Stortingen en opvragingen op dezelfde kalenderdag worden gecompenseerd voor de berekening van de rente.

De basisrentevoet op de spaardeposito's kan niet hoger zijn dan het hoogste van de twee volgende percentages (maximale basisrentevoet):

- het percentage voor basis herfinancieringstransacties van de Europese Centrale Bank dat van toepassing is op de tiende van de maand die het lopende kalendersemester voorafgaat;
- het percentage zoals gespecificeerd in het KB/WIB 92 Art. 2, 4^o, c), 1^o lid.

Per spaardeposito is, op hetzelfde ogenblik, slechts één basisrentevoet van toepassing.

Aan de titularis van een spaardeposito mag geen debetrente worden gevraagd.

Art. 9 – Naast de basisintresten kunnen de sommen die overgeschreven zijn op « spaardeposito's » ook een getrouwheidspremie opbrengen, die wordt toegekend, ofwel voor de bedragen die gedurende twaalf opeenvolgende maanden op dezelfde rekening ingeschreven bleven, ofwel per kalenderjaar, voor de bedragen die gedurende ten minste 11 opeenvolgende maanden van datzelfde kalenderjaar op dezelfde rekening ingeschreven bleven.

De rentevoet van de getrouwheidspremie mag niet:

- hoger liggen dan 50 % van de maximale basisrentevoet. Indien dit percentage niet gelijk is aan een veelvoud van een tiende percent, wordt de maximale rentevoet van de getrouwheidspremie op het lagere tiende percent afgerond.
- lager liggen dan 25 % van de aangeboden basisrentevoet. Indien dit percentage niet gelijk is aan een veelvoud van een tiende percent, wordt de minimale rentevoet van de getrouwheidspremie afgerond op het lagere tiende percent.

De getrouwheidspremie die op een bepaald ogenblik wordt toegekend, is dezelfde voor nieuwe stortingen en voor spaartegoeden waarvoor een nieuwe getrouwheidsperiode begint te lopen. De getrouwheidspremie die van toepassing is op het ogenblik van de storting of bij het begin van een nieuwe getrouwheidsperiode blijft van toepassing voor de volledige getrouwheidsperiode.

Art. 10 – De getrouwheidspremie wordt berekend op basis van dagelijkse saldi. Rekening houdend met het feit dat deze saldi worden bepaald op basis van de « waardedatum » die op elke beweging wordt toegepast, worden elke opvraging en elke storting in aanmerking genomen op de dag van de verrichting.

Het principe voor de toekenning en de berekening van de getrouwheidspremie is gebaseerd op vaste maanden van 30 dagen. Voor de berekening van de premies bestaat een volledig jaar uit 360 dagen. Enkel voor de premies wordt een storting met waardedatum 31 beschouwd als uitgevoerd op waardedatum 30 aangezien de waardedatum 31 niet bestaat in de berekeningsmethode.

Het bedrag van de getrouwheidspremies wordt berekend volgens een rentevoet die op jaarbasis wordt uitgedrukt. Al naargelang de marktvoorwaarden, kan de Bank zijn rentevoeten te allen tijde wijzigen, mits bericht dat in zijn lokalen wordt uitgedragen en bericht dat wordt bijgevoegd aan de rekeninguitreksels.

Art. 11 – De boeking van opvragingen op vroegere stortingen gebeurt volgens volgend principe: voor de berekening van de premies heeft elke opvraging in de eerste plaats gevolgen voor de laatst gestorte bedragen, vertrekkende van de meest recente storting en gaande naar de oudste stortingen.

Art. 12 – De verworven opbrengst (basisrente en, naargelang het geval, de getrouwheidspremie, indien deze zou worden toegekend) wordt elk jaar op 31^{ste} december gekapitaliseerd. In geval van afsluiting van het spaardeposito wordt de verworven opbrengst uitgekeerd samen met de terugbetaling van het kapitaal. Het vereffenen van deze opbrengst geschiedt uiteraard onder afhouding van de roerende voorheffing in de gevallen waar deze dient afgehouden te worden.

Allerlei

Art. 13 – De houders van « spaardeposito's » verplichten zich ertoe elke adreswijziging aan de Bank kenbaar te maken, evenals elke wijziging van hun rechtsbekwaamheid, onder meer ingeval van ontvoogding, echtscheiding, scheiding van tafel en bed, overlijden van de echtgenoot of van de echtgenote in geval van huwelijk of tweede huwelijk. Zij dragen de verantwoordelijkheid van alle gevolgen van het niet naleven van deze verplichting.

Art. 14 – Als de houder van een « spaardeposito » overlijdt, behoudt de Bank zich het recht voor de overlegging van officiële stukken te vragen die de erfoverdracht vaststellen, en het gemeenschappelijke akkoord van al de rechthebbenden te eisen voor de opname van de bedragen die aan de erflater toebehoorden. De bank wijst alle verantwoordelijkheid af nopens de echtheid, de geldigheid en/of de interpretatie van de overgelegde stukken.

Art. 15 – Voor al hun verplichtingen tegenover de Bank doen de houders van « spaardeposito's » woonstkeuze t.o.v. de Bank en onderwerpen zich aan de Belgische wetten terzake en aan de bevoegdheid van de rechtbanken te Brussel.

Art. 16 – Alle klachten of bemerkingen betreffende een verrichting afgehandeld door de bank, haar schriftelijk aan een relatiegelastigde te worden kenbaar gemaakt binnen een redelijke termijn, rekening houdend met de aard van de betrokken verrichting ; in geen enkel geval evenwel mag deze termijn meer bedragen dan 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van de desbetreffende verrichting. Na het verstrijken van deze termijn wordt elke niet-betwiste verrichting beschouwd als correct en juist en door de Cliënt goedgekeurd.

Art. 17 – In geval van afsluiting wordt het bekomen krediet saldo (na aftrekking van de intrest en kostentoeschrijving) getransfereerd hetzij ten voordele van een andere rekening door middel van een overschrijving hetzij ter beschikking gesteld van de kas binnen de 3 werkdagen die volgen op de effectieve sluiting.

Art. 18 – In al de gevallen die in dit « Reglement » niet voorzien zijn, gelden terzake de wettelijke voorschriften en de overeenkomsten, waaronder het « Algemeen Reglement van de Verrichtingen » van de Bank.

Art. 19 – De Bank behoudt zich het recht voor onderhavig reglement in de toekomst te wijzigen.

Aansluiting bij depositobeschermingsregeling

Art. 20 – De depositobeschermingsregeling wordt beheerd door artikel 110 van de wet van 22 maart 1993. In het kader van de depositobeschermingsregeling, hebben de deposanten van kapitaal uitgedrukt in de munteenheid van een staat van de Europese Unie of in euro, bij een bank die in België of in een andere staat van de Europese Unie is gevestigd, in geval van faillissement, gerechtelijk akkoord of van vaststelling van staking van terugbetalingen, recht op een vergoeding tot maximaal de tegenwaarde van € 100.000,-.

Deze dekking, ten belope van voormeld maximumbedrag, is van toepassing op de deposito's uitgedrukt in euro of in de munteenheid van een staat van de Europese Unie, op rekening, bijvoorbeeld op een zichtrekening of een spaardeposito alsook op kasbons, obligaties en andere bancaire schuldvorderingsbewijzen, voor zover zij op naam zijn of in open bewaargeving werden gegeven in de loop van de maand van de tekortkoming, op voorwaarde dat hij aantoonde dat hij te goeder trouw heeft gehandeld.

Om het bedrag van de vergoeding te berekenen, worden alle tegoeden van eenzelfde titularis opgeteld. Zijn verbintenissen en schulden ten aanzien van de bank worden in mindering gebracht.

Spaardeposito « Paschi Tomorrow »

Kenmerk van de spaardeposito « Paschi Tomorrow »

De gereglemeerde spaardeposito « **Paschi Tomorrow** » is een spaarrekening bestemd voor jongeren (natuurlijke personen) van 0 tot en met 21 jaar oud die wordt voorzien door de **BANCA MONTE PASCHI BELGIO N.V.**

Het bedrag dat maandelijks kan worden gestort op de spaardeposito Paschi Tomorrow wordt vastgesteld op maximaal € 500,-. Elke storting op een spaarrekening Paschi Tomorrow dat een saldo vertoont van minstens € 10.000,- zal automatisch worden geweigerd en overgeschreven ten voordele van de opdrachtgever. De interesten zullen jaarlijks worden gestort op de spaardeposito Paschi Tomorrow.

Bescherming van de goederen van de minderjarigen

De wet van 29 april 2001, aangevuld door de wet van 13 februari 2003, heeft verschillende wettelijke bepalingen inzake de voogdij van minderjarigen gewijzigd, voornamelijk de bepalingen betreffende het ouderlijk gezag, alsook de voogdij en de organisatie ervan.

Deze wijzigingen hebben een groot belang voor de Bank in de mate dat deze onder meer betrekking hebben op de machten voor het beheer van de bankrekeningen en –tegoeden van de minderjarigen door de voogden maar ook en vooral door de ouders.

I. Minderjarige onder ouderlijk gezag (van gehuwde of gescheiden ouders) :

Artikel 376 van het Burgelijk Wetboek voorziet het volgende : "Wanneer de ouders het gezag over de persoon van het kind gezamenlijk uitoefenen, behoren zij ook gezamenlijk zijn goederen en treden zij gezamenlijk als zijn vertegenwoordiger op". Echter: "Ten opzichte van derden die te goeder trouw zijn, wordt elke ouder geacht te handelen met instemming van de andere ouder wanneer hij, alleen, een daad van beheer van de goederen van het kind stelt".

Het recht om te beheren, dat het recht behelst om de goederen van het kind te beheren en laatstgenoemde te vertegenwoordigen, volgt het stelsel van het ouderlijk gezag wat de persoon van het kind betreft. Indien het gezag op de persoon van het kind gezamenlijk wordt uitgeoefend (bijvoorbeeld in geval van scheiding met onderlinge toestemming met aanvaarding door de ouders dat het ouderlijk gezag gezamenlijk wordt uitgeoefend), zal het beheer eveneens gezamenlijk worden uitgeoefend. De vader en de moeder kunnen desalniettemin alleen handelen ten aanzien van derden onder de dekking van een vermoeden van akkoord onder elkaar.

In het geval dat het ouderlijk gezag niet gezamenlijk wordt uitgeoefend, heeft de persoon die het gezag op de persoon uitoefent alleen het recht om de goederen van het kind te beheren en laatstgenoemde te vertegenwoordigen.

Als besluit, enkel de handtekening van één van de ouders en/of van de perso(ou)nen die wettelijk gemachtigd is (zijn) om de goederen van het kind te beheren en om laatstgenoemde te vertegenwoordigen volstaat.

In geval van tegenstrijdigheid van belangen tussen de vader en de moeder of wanneer één van beiden verstek laat, kan de vrederechter één van de ouders machtigen om alleen de akte te stellen waarvoor de toestemming wordt gevraagd.

II. Minderjarige onder voogdij :

Bij het openvallen van de voogdij, moet de vrederechter, bij gemotiveerde beschikking, een aantal maatregelen nemen voor de bescherming van de goederen en de financiële middelen van de minderjarige. Hij bepaalt steeds bij gemotiveerde beschikking de instelling waar de rekeningen worden geopend waarop de kapitaalstortingen plaatsvinden en de effecten alsmede de waardepapieren van de minderjarige worden gedeponereerd, alsook de voorwaarden waaronder de aldus gestorte kapitalen of neergelegde titels en waarden kunnen worden teruggenomen.

De vrederechter kan de instelling de opdracht toevertrouwen om bij haar gedeponereerde en aan de minderjarige toebehorende kapitalen, effecten en

waardepapieren te beheren. De vrederechter bepaalt de voorwaarden van dit beheer.

Wat de aansprakelijkheid van de voogd betreft, voorziet de wet dat hij de goederen van de minderjarige beheert zoals een goede huisvader en gehouden is tot vergoeding van de schade die zou kunnen voortvloeien uit een slecht beheer.

De voogd moet verplicht de machtiging bekomen van de vrederechter om de daden die zijn opgenomen in hierna vermelde lijst te stellen:

13. vervreemden van de goederen van de minderjarige;
14. lenen ;
15. de goederen van de minderjarige hypothekeren of in pand geven;
16. een pachtcontract, een handelshuurovereenkomst of een gewone huurovereenkomst van meer dan negen jaar sluiten, alsook een handelshuurovereenkomst hernieuwen;
17. een nalatenschap, een algemeen legaat of een legaat onder algemene titel verwerpen of aanvaarden, wat slechts onder voorrecht van boedelbeschrijving kan geschieden;
18. een schenking of een legaat onder bijzondere titel aanvaarden;
19. de minderjarige in rechte vertegenwoordigen;
20. een overeenkomst van onverdeeldheid sluiten;
21. een onroerend goed aankopen;
22. een dading aangaan of een arbitrage-overeenkomst sluiten;
23. een handelszaak voortzetten die is verkregen door wettelijke erfopvolging of door erfopvolging krachtens uiterste wil;
24. souvenirs en andere persoonlijke voorwerpen vervreemden, zelfs als het om voorwerpen van geringe waarde gaat;

De opsomming is limitatief in die zin dat, voor de daden die niet worden vermeld in de lijst, geen machtiging vereist is en deze dus kunnen worden gesteld door de alleen handelende voogd.

Wat de minderjarige onder voogdij betreft, eist de Bank steeds de mededeling van de beschikking van de vrederechter tot benoeming van de voogd en tot bepaling van diens bevoegdheden. Dit document zal worden bewaard door de Bank.

III. Praktisch:

Onder voorbehoud van schriftelijk andersluidend bericht van de Klant, gaat de Bank uit van het principe dat de twee ouders het recht op beheer van hun minderjarige kinderen uitoefenen. Voor de Bank, impliceren de daden van één ouder automatisch de toestemming van de andere ouder.

Als het recht op beheer van de goederen van de minderjarige ingevolge een gerechtelijke beslissing exclusief werd toegekend aan één enkele ouder, hebben de ouders de plicht de Bank hiervan onverwijld en schriftelijk op de hoogte te stellen en de Bank een kopie over te maken van het vonnis dat het gezag over de persoon van de minderjarige uitsluitend aan één ouder toekent. Zolang de Bank niet werd verwittigd, is de gerechtelijke beslissing niet tegenstelbaar aan de Bank en gaat de Bank uit van het principe dat de ene ouder akkoord was met de daden van de andere.

Spaardeposito « BMPBtop.be »

Kenmerk van de spaardeposito « BMPBtop.be »

De « **BMPBtop.be** » is een gereglemeerde spaardeposito bestemd voor de verzameling van nieuwe kapitaalstortingen afkomstig van financiële instellingen. De stortingen en afhalingen kunnen enkel per nationale of Europese overschrijving gebeuren.

Het begrip « nieuwe kapitaalstortingen » wordt berekend op het einde van de dag van de storting door de vergelijking te maken tussen het saldo op de datum van de storting van alle uitstaande creditsaldi van de rekeninghouder ten opzichte van het gemiddelde van de creditsaldi van de 3 (drie) laatste maanden, die werden afgesloten op de laatste werkdag van elke maand. Als er pas de laatste twee maanden saldi zijn, zal het gemiddelde worden berekend over deze twee maanden. Zo ook, als er slechts over een maand een saldo is, zal de vergelijking enkel over deze maand plaatsvinden.

De creditsaldi waarmee rekening wordt gehouden zijn de zichtrekeningen (Paschi Easy, Paschi Gold, Paschi Flex, PaschiVip, gewone zichtrekeningen, enz.), de spaardeposito's (Paschi Tomorrow, klassieke spaardeposito's, enz.), de kasbons, de deposito's op termijn (PaschiRent, klassieke deposito's op termijn, enz.) en de Effectendossiers.

Bijvoorbeeld: Een storting van € 15.000,- wordt op 04/06/20XX verricht op de BMPBtop.be. Het totaal van de creditsaldi berekend op de dag van de storting is gelijk aan € 173.000,- (het bedrag dat voor de BMPBtop.be wordt gestort, wordt opgenomen in het totaal van € 173.000,-). Dit bedrag zal worden vergeleken met het gemiddelde van de creditsaldi van de 3 laatste eendes van de maand, te weten :

- het saldo van de creditsaldi op 31/05/20XX = € 125.000,- ;
- het saldo van de creditsaldi op 30/04/20XX = € 195.000,- ;
- het saldo van de creditsaldi op 31/03/20XX = € 0,00 (over de drie maanden, zijn er slechts twee maanden van saldi, bijgevolg wordt het gemiddelde berekend over twee maanden).

De berekening om het toegelaten bedrag vast te stellen, wordt als volgt bepaald : € 173.000 - [(€ 125.000 + € 195.000) / 2] = € 173.000 - € 160.000 = € 13.000,-.

Het bedrag van de storting, hetzij € 15.000,- zal op het credit van de BMPBtop.be worden gestort, vervolgens zal een debit van € 2.000,- gebeuren, daar de berekening om het bedrag te berekenen dat moet worden beschouwd als nieuwe toegelaten inbreng voor de BMPBtop.be dus vastgesteld is op € 13.000,-.

Het minimumsaldo op de spaardeposito « BMPBtop.be » wordt vastgesteld op € 10.000,-. In geval van niet-naleving van de minimumdrempel (bijvoorbeeld, de 1ste storting bereikt niet de € 10.000,-), worden de stortingen automatisch afgeleid naar de zichtrekening van dezelfde titularis(sen).

Het maximumsaldo op de spaardeposito « BMPBtop.be » wordt vastgesteld op € 150.000,-. In geval van niet-naleving van de maximumdrempel, worden de stortingen automatisch afgeleid naar de zichtrekening van dezelfde titularis(sen).

Elke storting op een depositorekening « BMPBtop.be » waardoor het plafond van € 150.000,- wordt overschreden, heeft volgende aanpassing tot gevolg :

- het bedrag dat wordt overgedragen op de spaardeposito « BMPBtop.be » wordt in zijn geheel gecrediteerd op de spaardeposito « BMPBtop.be » ;
- het bedrag dat het plafond van € 150.000,- overschrijdt, wordt gedebiteerd van de spaardeposito « PasschiTop.be » en wordt gecrediteerd op de zichtrekening van dezelfde titularis(sen). Het deel dat wordt overgedragen op de zichtrekening wordt vergoed volgens de voorwaarden die zijn vastgesteld voor deze zichtrekening.

De interesten worden jaarlijks gestort op de spaardeposito BMPBtop.be. Het is belangrijk om te noteren dat, indien de storting van interesten de overschrijding van de maximumdrempel van € 150.000,- tot gevolg heeft, het deel dat het maximumbedrag overschrijdt, zal overgedragen worden op de zichtrekening van dezelfde titularis(sen).

De spaardeposito « BMPBtop.be » kan slechts worden geopend op naam van een meerderjarig natuurlijk persoon met wettelijke verblijfplaats in België.

De Bank behoudt zich het recht om de relatie te beëindigen indien de eerste storting ter activatie van de rekening, niet gebeurt binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de opening van de rekening. Deze eerste storting dient verplicht afkomstig te zijn van een rekening geopend op naam van de klant.

De post wordt enkel ter beschikking gesteld van de titularis(sen) van de spaardeposito via de Internet Banking site « PaschiWeb », vanaf dewelke de rekeninguittreksels kunnen worden afgedrukt en/of bewaard op een elektronische drager.

Recht tot verzaking

In het kader van de opening op afstand van een spaardeposito « BMPBtop.be », beschikt de klant over een termijn van 14 kalenderdagen om te verzaken aan de overeenkomst op afstand betreffende deze financiële dienst door verzending van een aangetekend schrijven naar volgend adres : Banca Monte Paschi Belgio N.V., ter attentie van de dienst BMPBtop.be, Joseph II-straat 24, te 1000 Brussel. Dit recht wordt uitgeoefend zonder boetes en zonder opgave van een reden. De termijn loopt vanaf de datum waarop de overeenkomst op afstand werd gesloten (= datum van aanmaak van de deposito BMPBtop.be).

Het recht tot verzaking kan niet meer worden uitgeoefend indien binnen de 14 kalenderdagen een opdracht is uitgevoerd op verzoek van de klant.

De klant betaalt, zo spoedig mogelijk en ten laatste binnen de dertig kalenderdagen, alle sommen en/of goederen die hij van de Bank heeft ontvangen, terug. Deze termijn begint te lopen vanaf de dag dat de klant de kennisgeving van verzaking verzendt.

Informatie betreffende de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Banca Monte Paschi Belgio N.V. verbindt zich ertoe om alles in het werk te stellen om de Belgische wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zoals gewijzigd bij de wet van 11 december 1998 houdende omzetting van de Europese richtlijn van 24 oktober 1995, na te leven. Deze wet voorziet dat de toestemming van de betrokkene moet worden bekomen alvorens diens persoonsgegevens te verkrijgen ; dat de persoonsgegevens ter zake dienend, toereikend en nauwkeurig moeten zijn ; en ten slotte dat zij moeten worden verkregen voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden. Door het openen van een spaardeposito « BMPBtop.be », machtigt u Banca Monte Paschi Belgio N.V. om de persoonsgegevens te verwerken voor doeleinden die specifiek zijn voor de banksector zoals het beheer van klanten en rekeningen, voor marketingdoeleinden.

U kan u eveneens gratis verzetten tegen het gebruik van deze persoonsgegevens voor marketingdoeleinden. Om deze rechten uit te oefenen, kan u een brief sturen naar onderstaand adres, met in bijlage een fotokopie van uw identiteitskaart: Banca Monte Paschi Belgio N.V., ter attentie van de dienst BMPBtop.be, Joseph II-straat 24, te 1000 Brussel.

De persoon waarvan de persoonsgegevens worden verkregen, beschikt over een recht op toegang en op verbetering van de gegevens die op hem betrekking hebben.

Alle bijkomende informatie kan worden bekomen bij de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer.